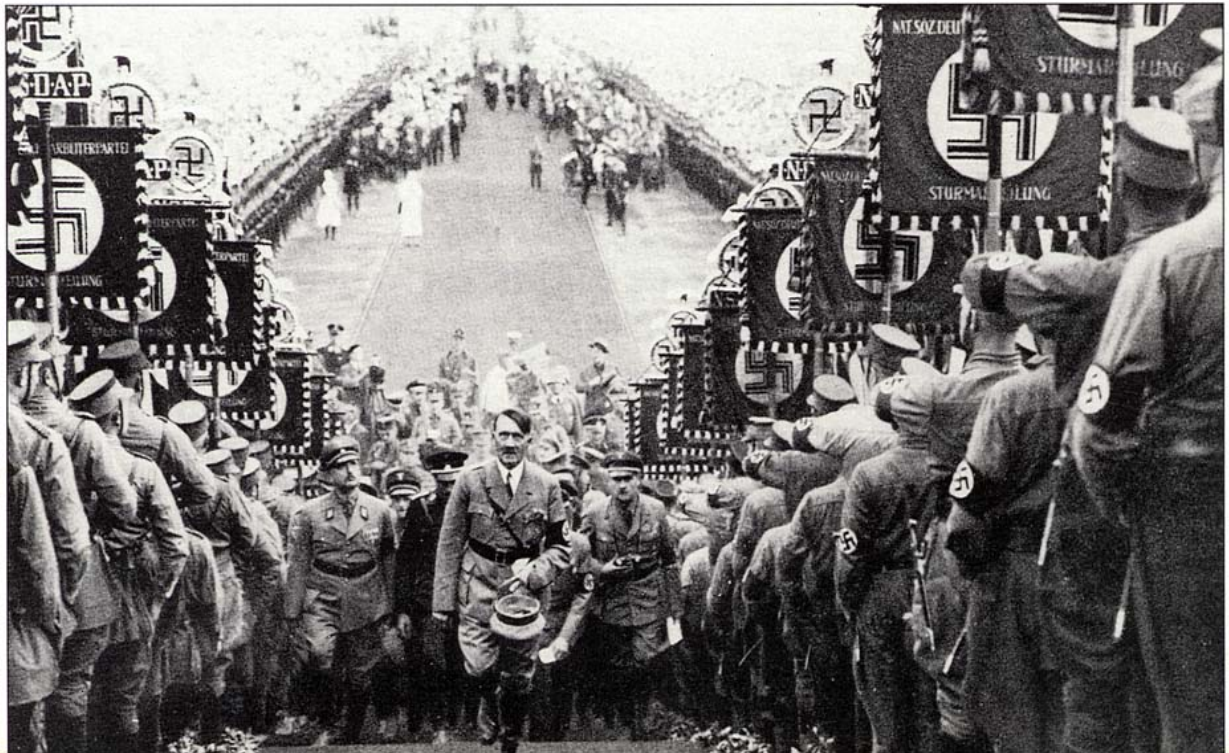


# Les origines du nazisme

## 1919-1933



### Les Territoires de la Mémoire

Service Etudes et Editions  
Coordinateur : Julien Paulus  
Boulevard d'Avroy, 86  
4000 Liège

## Introduction

*« Cela restera toujours l'une des meilleures farces de la démocratie d'avoir elle-même fourni à ses ennemis mortels le moyen par lequel elle fut détruite ».*

Cette phrase de Joseph Goebbels, ministre de la Propagande du III<sup>e</sup> Reich, fait frémir par sa cynique lucidité. Elle rappelle surtout une réalité historique dérangeante mais incontournable : Hitler et son parti sont arrivés au pouvoir en Allemagne par la voie démocratique. Là où d'autres régimes autoritaires, comme les fascistes de Mussolini, firent le coup de force, les nazis, eux, furent amenés aux responsabilités par le suffrage universel. La « farce » dont parle Goebbels fut sinistre : elle impliqua la confiscation des libertés, la répression des dissidences, l'exclusion organisée sur des critères de race fallacieux, jusqu'au paroxysme de l'horreur concentrationnaire. En analysant les douze années d'existence du régime hitlérien, il est des questions qui reviennent sans cesse. Comment tout cela fut-il possible ? Comment cette monstruosité a-t-elle pu subvenir dans un pays d'Europe occidentale ? Comment un tel régime a-t-il pu librement se mettre en place, sans rencontrer de véritables résistances, suscitant au contraire un engouement et une adhésion populaires sur lesquels jamais la République de Weimar ne put compter lors de sa brève existence ? Quelles circonstances ont bien pu pousser des millions de citoyens allemands à jeter aux orties les idéaux de la démocratie naissante au profit d'un parti qui ne fit pourtant jamais mystère de ses velléités martiales, autoritaristes voire guerrières ?

On appelle souvent la période des années vingt et trente « l'entre-deux-guerres ». Comme si, historiquement, il ne s'agissait que d'un trait d'union sans grande importance entre les deux conflits mondiaux du XX<sup>e</sup> siècle. Et si l'on considère généralement que, en effet, plusieurs causes de la Seconde Guerre mondiale sont à chercher dans les conséquences de la Première, l'attention portée aux mouvements de type fasciste émergents en Europe dans les années vingt fut longtemps relative. Dans le cas particulier du nazisme, une telle lecture réduisait ce dernier à une réaction au Traité de Versailles et à l'humiliation de l'Allemagne qu'il symbolisait. Il est indéniable que les nazis surent exploiter avec habileté le contexte né de la défaite allemande de 1918 et que ce contexte, sans doute plus que tout autre chose, leur fut éminemment favorable. Il est toutefois insuffisant de prétendre expliquer l'irruption du parti de Hitler sur la scène politique par ce seul événement. Les choses sont évidemment bien plus complexes. Toutes les prémisses de l'émergence du nazisme ne datent pas du 11 novembre 1918 ; quelques-unes d'entre elles remontent parfois bien plus loin, notamment une certaine conception romantique du rôle supposé grandiose de l'Allemagne dans l'histoire du monde, une croyance quasi-mythique et largement partagée de la supériorité germanique, ou encore une grande méfiance envers les institutions démocratiques et l'attente d'un homme providentiel.

Les quelques pages qui vont suivre se proposent de retracer et d'analyser brièvement le parcours du parti nazi, de son émergence à son arrivée au pouvoir en 1933. La première partie de ce document s'attachera à décrire le contexte de l'époque et à isoler quelques éléments-clés qui, sans doute, favorisèrent le développement du nazisme. La seconde partie tentera de décrire les caractéristiques principales de l'idéologie nazie et d'expliquer pourquoi celles-ci trouvèrent un tel écho dans l'opinion de l'époque. Enfin, une troisième partie retracera l'histoire du parti nazi de sa création jusqu'à son arrivée au pouvoir en 1933. L'objectif est d'essayer de comprendre comment, en quelques années et sans bien s'en rendre compte, un pays démocratique et moderne a pu basculer dans ce qui reste l'un des pires régimes de l'histoire du XX<sup>e</sup> siècle. Et tâcher d'éviter une nouvelle « farce »...

## **I. L'Allemagne après 1918**

L'Allemagne sort particulièrement meurtrie de la Première Guerre mondiale. Certes, la plupart des grands pays européens ont payé un lourd tribut dans ce conflit, mais l'Allemagne a en outre le tort de figurer comme la grande perdante et la principale responsable de cette déflagration qui a déchiré l'Europe. Elle se voit donc forcée de subir la loi des vainqueurs et payer pour les dégâts considérables. Ses colonies lui sont confisquées et redistribuées aux puissances alliées, de lourdes sanctions financières lui sont imposées, le réarmement de son armée lui est interdit. Le Traité de Versailles entérine ces sanctions le 28 juin 1919 : l'Allemagne est humiliée. La situation économique, déjà calamiteuse en raison de l'effort de guerre, se dégrade encore ; le peuple allemand est ruiné et beaucoup ruminent des désirs de revanche. Très vite, la république mise en place à la fin de la guerre, appelée la République de Weimar, cristallise contre elle tous les mécontentements nés de la défaite. De nombreuses tentatives de coups d'Etat paramilitaires ont lieu ; la tentation du régime fort est grande au sein d'une partie de la population qui se met à espérer l'avènement d'un « sauveur de l'Allemagne » et qui ne croit pas dans les institutions démocratiques mises en place par la République. Le nouveau régime, à tort ou à raison, est le plus souvent perçu comme un milieu d'affairistes corrompus, plus préoccupés par des considérations de pouvoir personnel que du bien-être du peuple. Ce contexte ne peut qu'amener une frange importante de l'opinion à se radicaliser et à se tourner vers des idéologies politiques extrêmes. C'est ainsi que, tour à tour, l'extrême droite et l'extrême gauche tenteront de tirer les marrons du feu et constitueront progressivement deux blocs antagonistes dans leur tentative de récupération idéologique du mécontentement populaire.

Plusieurs éléments vont amener inexorablement la République de Weimar à sa perte et, parallèlement, à la montée irrésistible d'un groupuscule devenu parti politique : le NSDAP (*National-Sozialistische Deutsche Arbeiter Partei*) ou parti « NAZI ».

### **La « Légende du coup de poignard dans le dos »**

La République de Weimar est le produit d'une révolution qui eut lieu en Allemagne lors des tout derniers jours de la guerre : la révolution de novembre. Un mouvement de mutinerie fomenté par l'équipage de deux navires de guerre provoqua l'étincelle qui mit le feu aux poudres : civils, ouvriers, ainsi qu'un certain nombre de soldats, exténués par une guerre qu'ils étaient en train de perdre, organisèrent une révolte qui mit fin au régime du Kaiser et institua, le 9 novembre 1918, une démocratie parlementaire en Allemagne. Deux jours plus tard, l'Armistice était signé.

Cette révolte fut rapidement interprétée dans les milieux de droite dure, nationale et conservatrice comme la raison principale de la défaite allemande. Occultant le fait que l'armée du Reich reflua alors de partout, ces milieux assimilèrent la République de Weimar à l'Armistice honteux de 1918. Ainsi naquit la « Légende du coup de poignard dans le dos » (*Dolchstoßlegende*) : l'armée allemande ne perdit pas la guerre pour des raisons militaires, mais à cause d'une trahison d'une certaine société civile de gauche qui, en se révoltant, priva l'Allemagne de sa victoire. L'humiliation de la défaite s'effaçait devant la dénonciation d'un « coup de poignard dans le dos ». Cette légende fut, bien entendu, habilement exploitée par Hitler et ses comparses pour discréditer le pouvoir en place :

*« Les nazis ont utilisé la légende et la notion de “criminels de novembre” afin de discréditer la république de Weimar et de faire porter la responsabilité sur les hommes politiques, en particulier les Juifs. Le nationalisme allemand exacerbé avait besoin de cette légende afin de défendre l’idée d’une Allemagne vaincue uniquement par trahison et non militairement. Sa thèse fut la suivante : nos victoires militaires ne nous ont pas apporté le succès parce que les Juifs nous ont trahis. Si nous éliminons les Juifs, nous vaincrons et retrouverons notre grandeur<sup>1</sup>. »*

Au populisme et à la démagogie de la légende, les nazis ajoutèrent une dimension antisémite fondamentale : la situation catastrophique de l’Allemagne de l’après-guerre « était avant tout le fait des Juifs ».

### **Une tradition démocratique peu ancrée**

En 1918, l’Allemagne est un jeune pays qui n’a pas encore vécu de transition démocratique. L’unification allemande ne date alors que d’une cinquantaine d’années et le pays, depuis le règne de Guillaume Ier et Bismarck, n’a connu qu’un régime impérial et autoritaire par lequel le Chancelier n’avait de compte à rendre qu’à l’empereur, le parlement n’étant considéré que comme une simple « chambre d’enregistrement » des décisions prises par un gouvernement aux ordres du Chancelier.

La transition, après la révolution de Novembre, vers un régime démocratique moderne constitua donc un changement considérable par rapport à la perception que le peuple allemand avait du pouvoir. La république, par contraste, apparut à beaucoup comme un régime faible, peu fiable et incapable de faire face aux problèmes sensibles de la population. Et, en effet, la république de Weimar n’arriva jamais réellement à s’imposer comme une alternative crédible à l’empire, notamment de par le morcellement du paysage politique qui rendait toujours extrêmement difficile l’émergence d’une majorité stable. Cette situation était souvent perçue comme un vaste marchandage entre partis désireux de se partager des miettes de pouvoir. Par ailleurs, les piliers du régime impérial (haute magistrature, officiers militaires, universitaires) restèrent pour la plupart en place et ne manifestèrent guère d’enthousiasme à l’endroit du nouveau régime. L’élite de la société était donc plutôt nostalgique du passé, conservatrice et réactionnaire. Enfin, la république de Weimar conservait aux yeux d’un grand nombre d’Allemands cette image de « régime de la défaite ».

Toutes ces raisons contribuèrent, chacune à leur niveau, à fragiliser les institutions de Weimar et à favoriser les discours et idéologies extrêmes. La république n’eut jamais de réelle occasion d’affirmer sa crédibilité face à la nostalgie d’un régime fort et autoritaire seul capable, aux yeux de beaucoup, de sortir l’Allemagne du marasme dans lequel la défaite de 1918, mais aussi la grande dépression économique de 1929, l’avait plongée. Si bien que dès 1930, celle-ci était déjà en état de quasi-mort politique :

*« L’effondrement de la démocratie de Weimar depuis 1930, l’éclatement puis la polarisation des forces politiques engendrant une situation proche de la guerre civile, le vide du pouvoir central qui s’en était suivi, telles furent les conditions qui permirent à l’Etat allemand de se reconstituer sous des formes “despotiques”<sup>2</sup>. »*

---

<sup>1</sup> BOVY, Daniel, *Dictionnaire de la barbarie nazie et de la Shoah*, Bruxelles/Liège, Editions Luc Pire/Les Territoires de la Mémoire, coll. « Voix de la Mémoire », 2007, p. 309.

<sup>2</sup> KERSHAW, Ian, *Hitler. Essai sur le charisme en politique*, Paris, Gallimard, coll. « NRF essais », 1995, p.77.

## Un contexte économique et politique difficile

Au sortir de la guerre, l'Allemagne est au bord de la ruine. L'effort de guerre a été colossal, les pertes (humaines et matérielles) sont énormes et le niveau de vie de la population est en chute libre : « *De 1914 à 1918, le niveau de vie diminue en moyenne de 65%, et la majorité de la population se retrouva à la limite du minimum vital*<sup>3</sup>. » A cela s'ajoutent les sanctions imposées au pays par les puissances victorieuses :

*« Le Reich est amoindri par les guerres et la défaite, amputé d'un huitième de son territoire et d'un dixième de sa population. Il est privé de gisements miniers importants, de toutes ses colonies, de ses investissements à l'étranger, de ses positions sur le marché mondial. Les "réparations" grèvent l'économie. La production marche au ralenti. L'emploi est mal assuré*<sup>4</sup>. »

La population vit des moments difficiles : l'emploi se fait rare ou de piètre qualité, l'inflation galope et le cours du Mark s'effondre. A l'exception notable de quelques grands industriels qui profitent de la situation pour concentrer entre leurs mains de véritables empires, les années qui suivent directement la fin de la guerre (1918-1924) sont particulièrement pénibles pour la majorité des Allemands. En outre, du point de vue politique, l'instabilité est totale : des assassinats politiques sont perpétrés et de nombreuses tentatives de coups d'Etat éclatent un peu partout dans le pays (dont celle de Hitler à Munich en 1923), le tout dans un climat de quasi impunité.

*« L'autorité paraît effectivement faire défaut au régime au cours de ses premières années d'existence. Dans plus d'un Land, il y a des troubles et des coups d'Etat. La violence est présente sous des formes variées, notamment par l'assassinat politique. (...) Les meurtriers courent des risques limités : pendant toute la période de Weimar, pour des raisons sociologiques et idéologiques, pleins d'indulgence à l'égard de ceux qui ont recours à la violence au nom du combat à mener pour la cause "nationale" (...)*<sup>5</sup>. »

Si la situation tend à se stabiliser à partir de 1924, l'embellie sera de courte durée. La crise de 1929 frappera de plein fouet une Allemagne économiquement et politiquement encore fragile. Le parti nazi sera le principal bénéficiaire de cette situation : de mai 1928 à septembre 1930, le score du NSDAP aux élections législatives passera de 2,6 à 18,3%. L'engrenage était enclenché.

## L'idéologie *völkisch*

Le terme « *völkisch* », comme beaucoup de concepts de langue allemande, est difficilement traduisible en français. Il s'agit avant tout d'un courant de pensée, une idéologie qui définit le peuple (*Volk*) comme une entité biologique et spirituelle homogène. Dans ce cas-ci, c'est

---

<sup>3</sup> ALY, Götz, *Comment Hitler a acheté les Allemands*, Paris, Flammarion, 2005, p.41.

<sup>4</sup> ANGEL, Pierre, *Hitler et les Allemands*, Paris, Editions sociales, 1982, p. 71.

<sup>5</sup> GROSSER, Alfred, « Introduction : l'interrogation sur le devenir allemand » in GROSSER, Alfred (dir.), *Dix leçons sur le nazisme*, Bruxelles, Complexe, 1984, p. 29.

évidemment du peuple allemand dont il est question. Ce mouvement est né au XIXe siècle, dans le prolongement du romantisme idéaliste et par opposition au rationalisme des Lumières<sup>6</sup>. Il se caractérise par une image idéalisée du peuple dans son rapport mystique à l'« essence » de la nature, à la terre et son enracinement dans les traditions, héritage du passé glorieux, qui forgent son identité. L'historien Georges L. Mosse propose un exemple particulièrement caractéristique – et lourd de sens – de ce que fut la pensée *völkisch* :

*« Selon de nombreux théoriciens völkisch, la nature de l'âme d'un Volk est déterminée par son paysage d'origine. Ainsi, les Juifs, étant un peuple du désert, sont considérés comme des êtres superficiels, arides, "secs", dépourvus de profondeur et sans la moindre créativité. A cause du caractère désolé des paysages désertiques, les Juifs sont un peuple spirituellement stérile, en opposition totale avec les Allemands qui, vivant dans les forêts sombres noyées dans la brume, sont profonds et mystérieux<sup>7</sup>. »*

L'idéologie *völkisch* ne tarda pas à devenir très populaire dans le monde germanique et fut sans nul doute un moteur puissant pour l'unification allemande (parachevée par la proclamation de l'Empire allemand en 1871). En outre, dans une Allemagne subitement confrontée à la révolution industrielle et à l'individualisme libéral bourgeois naissant, l'idée d'un peuple uni en une communauté spirituelle homogène constitua un point de cristallisation pour une société soudain en manque de repères identitaires face aux réalités économiques et financières. Le dérapage fut toutefois rapide : courant de pensée en opposition à la modernité, l'idéologie *völkisch* intégra très vite des éléments issus des théories racistes en vogue dans la seconde moitié du XIXe siècle. Le *Volk*, incarnation de l'âme et de l'esprit allemands, fut dès lors assimilé à une race, belle et supérieure, en lutte contre les forces hostiles, caricaturalement incarnées par le Juif capitaliste et corrompue. L'assimilation progressive des Juifs dans les sociétés européennes était perçue comme une menace par les penseurs *völkisch* : à leurs yeux, cette assimilation ne pouvait que constituer une tentative de corruption de la pureté du *Volk*. *« Les Juifs assimilés (...) avaient franchi leurs limites naturelles et, en s'infiltrant dans le corps du Volk, souillaient la pureté de sa filiation par le sang<sup>8</sup>. »*

Après la Première Guerre mondiale, le discours *völkisch* acquiert une dimension politique. Profitant du climat de désespoir suscité par la défaite, de nombreux petits partis nationalistes se revendiquent de cette tendance qui, à nouveau, agit comme un point de repère auprès d'un peuple allemand déboussolé. Parmi ces partis, le NSDAP (parti nazi) s'imposera progressivement comme la référence *völkisch* par excellence et son leader, Adolf Hitler, comme le guide providentiel capable de mener vers son grandiose destin un *Volk* purifié des éléments corrompueurs qui l'affaiblissent.

## **La menace communiste**

Au lendemain de la défaite, l'Allemagne se voit confrontée à la peur du communisme. La révolution soviétique de 1917 en Russie inspire, dans les rangs des élites et de la bourgeoisie,

---

<sup>6</sup> Apparu au tournant des XVIIIe et XIXe siècle, le romantisme allemand se caractérisait par une exaltation des sentiments, des émotions et de la passion, contrairement à la pensée des Lumières (*Aufklärung*) jugée trop rationnelle et trop axée sur le savoir. Parmi les caractéristiques du romantisme, on trouve une mystique du passé (principalement le Moyen-âge), l'aspiration à une communion avec l'univers et la nature, mais aussi la mélancolie, l'imaginaire ou encore le mysticisme.

<sup>7</sup> MOSSE, Georges L., *Les racines intellectuelles du Troisième Reich. La crise de l'idéologie allemande*, Paris, Calmann-Lévy, Mémoires de la Shoah, 2006, p. 21.

<sup>8</sup> MOSSE, Georges L., *op. cit.*, p. 64.

la crainte d'une contamination bolchevique. Cette crainte est d'autant plus forte que, dès avant l'Armistice et dans les premiers mois de l'après-guerre, plusieurs mouvements d'inspiration marxiste, comme la Ligue spartakiste de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, appellent à la révolution et la constitution de « conseils ouvriers ». Des troubles éclatent : grèves, manifestations, combats et répressions émaillent la première année d'existence de la République de Weimar. Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht seront assassinés le 15 janvier 1919 ; quant aux différentes « républiques des conseils » qui avaient vu le jour (notamment à Munich et à Brême), elles seront violemment écrasées par l'armée, avec l'appui des Corps francs.

Les élites allemandes, héritières de l'Empire wilhelminien<sup>9</sup>, voyaient donc le communisme comme un péril concret et proche. La tentation sera dès lors toujours grande auprès des grands industriels et propriétaires terriens, mais aussi de la petite et grande bourgeoisie, de se prémunir de ce danger par l'avènement d'un régime fort porté par les courants nationalistes et conservateurs. Au lendemain du crash boursier de 1929, alors que la crise faisait renaître la crainte d'une révolte populaire de gauche, le discours du parti nazi, anti-communiste mais s'adressant aussi aux ouvriers, finit par devenir une alternative acceptable pour les élites. Si bien qu'à l'aube de 1933, la perspective d'appeler Hitler au poste de Chancelier commença à faire l'unanimité chez des conservateurs persuadés de pouvoir par la suite maîtriser ce « trublion de la politique ».

---

<sup>9</sup> Du nom des deux principaux empereurs : Guillaume Ier et Guillaume II (« Wilhelm », en allemand).

## II. L'idéologie nazie

En première lecture, l'idéologie nazie peut être considérée à la fois comme très simple et très compliquée. Simple, parce que les concepts théoriques mobilisés étaient à l'évidence intellectuellement pauvres, simplistes et fallacieux. Compliquée, au contraire, si l'on considère l'articulation hallucinante qui fut nécessaire à l'édification des concepts-clé de cette idéologie en un système à peu près cohérent. Concrètement, nous pourrions définir l'idéologie nazie comme un ensemble d'éléments disparates, voire contradictoires, articulés en un ensemble dont la cohérence reposait entre les mains de son chef charismatique et incontesté : Adolf Hitler.

En réalité, le parti nazi reposait davantage sur une idéologie vague que sur un programme politique clairement défini. Ce dernier, articulé en 25 points, datait de la fondation du parti en 1920 et ne fut jamais modifié ou actualisé. En effet, Hitler était très soucieux de rester vague quant au programme de son parti, préférant présenter quelques grands principes de combat et s'opposant systématiquement aux vellétés de modernisation et de développement du contenu politique issues de l'aile plus pragmatique du NSDAP (Gregor Strasser, notamment). Hitler constitua l'élément fédérateur, stabilisateur d'un mouvement sans réelle cohérence idéologique et aux dissensions internes nombreuses. Cette situation, qui perdurera jusqu'à la chute du III<sup>e</sup> Reich, met en lumière le premier – et principal – trait de l'idéologie nazie : le culte du chef, homme providentiel quasi déifié : le *Führer*<sup>10</sup>. Toutefois, il demeure possible d'identifier quelques éléments cardinaux du nazisme autres que la dévotion à l'égard du chef : le racialisme (théorie des races)<sup>11</sup>, l'expansionnisme, l'antisémitisme et l'anticommunisme.

### Le racisme comme système ou l'Etat *völkisch*

Dans *Mein Kampf*, Hitler argumente sur sa conception *völkisch* de l'Etat :

*« (...) la conception völkisch fait place à la valeur des diverses races primitives de l'humanité. (...) Elle ne croit nullement à leur égalité, mais reconnaît au contraire et leur diversité, et leur valeur plus ou moins élevée. Cette connaissance lui confère l'obligation, suivant la volonté éternelle qui gouverne ce monde, de favoriser la victoire du meilleur et du plus fort, d'exiger la subordination des mauvais et des faibles. Elle rend ainsi hommage au principe aristocratique de la nature et croit en la valeur de cette loi jusqu'au dernier degré de l'échelle des êtres<sup>12</sup>. »*

L'idéologie nazie repose avant toute chose sur une vision raciste du monde : l'espèce humaine est partagée en plusieurs races de valeur inégale. Pour Hitler, la notion de race doit primer sur toute autre notion dans le cadre des missions de l'Etat : elle constitue à la fois le fondement, l'objet et la raison d'être de l'Etat *völkisch*. A cette conception « raciale » vient ensuite se greffer le « darwinisme social », c'est-à-dire une lecture tronquée de la théorie de Darwin sur

<sup>10</sup> Nous reviendrons sur cette particularité dans la troisième partie de ce document consacrée au parti nazi.

<sup>11</sup> Nous utilisons ici une distinction entre « racisme » et « racialisme », opérée par Tzvetan Todorov et que ce dernier résume comme suit : « Le racisme est un comportement ancien, et d'extension probablement universelle ; le racialisme est un mouvement d'idées né en Europe occidentale, dont la grande période va du milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle au milieu du XX<sup>e</sup> siècle. », in *Nous et les autres. La réflexion française sur la diversité*, Paris, Seuil, coll. « Points », 2001, p. 134. Nous distinguons donc le racisme (comportement) du racialisme (ensemble des théories raciales).

<sup>12</sup> HITLER, Adolf, *Mon Combat*, Paris, Nouvelles Editions Latines, 1934, pp. 380-381.



l'évolution, lecture selon laquelle, dans un groupe social donné, seuls les plus forts survivent aux dépens des plus faibles. Les nazis appliquent ce raisonnement tant aux individus qu'à la race à laquelle ils appartiennent : les races, comme les individus, sont en compétition pour leur survie et leur domination sur le monde.

L'idéologie nazie, héritière des stériles débats sur la question des races qui ont déchiré l'anthropologie du XIXe siècle, identifie la race dite « aryenne » comme le moteur de l'histoire de la civilisation européenne. Le sang aryen, « supérieur », doit être préservé si l'on veut que la culture et la civilisation survivent. La race aryenne (que les nazis associent bien sûr aux peuples germaniques) ne peut donc se mélanger aux autres, doit rester pure et se débarrasser des éléments corrupteurs qui risqueraient de l'affaiblir. L'Etat *völkisch* ne peut être perçu qu'à travers cette mission essentielle : régénérer la race supérieure appelée à dominer le monde.

La mission que se donnent les nazis est donc, ni plus ni moins, de sauver le monde et sa civilisation et l'empêcher de tomber dans la barbarie. Il y a incontestablement une dimension messianique dans l'idéologie nazie : un homme providentiel, le *Führer*, a été choisi pour sauver la race aryenne et assurer l'avenir du monde.

### **Le danger du « judéo-bolchevisme »**

L'histoire du monde se résume pour les nazis à une « guerre des races ». Cette idée, déjà avancée au XIXe siècle par beaucoup de théoriciens du racisme, réduit toute conception politique, économique, culturelle du monde à une lutte sans merci que se livreraient les différentes races dans un but de domination. L'« Aryen » ne craint pas les races de couleur, noires ou jaunes, considérées comme inférieures. Le véritable péril est plutôt incarné, dans l'imaginaire nazi, par le Juif, race sournoise, corruptrice et ubiquiste<sup>13</sup>.

Il est évident que cette haine des Juifs est puisée dans un antisémitisme déjà largement et depuis longtemps répandu à travers toute l'Europe. Il n'est donc pas particulièrement étonnant qu'un mouvement aussi profondément raciste que le nazisme s'en fasse l'écho. Toutefois, l'idéologie nazie a ceci de particulier que, très rapidement, ses créateurs, Hitler en tête, vont associer la haine irrationnelle du Juif, présente dans toutes les couches sociales, à la peur du communisme, en présentant ces deux éléments comme les deux composantes indissociables d'un même système : le « judéo-bolchevisme ».

Au sortir de la guerre, Hitler était ce que l'on pourrait appeler un antisémite « classique ». Ses attaques visaient principalement le « capitalisme financier juif », responsable à ses yeux du financement de la Première Guerre mondiale, de la défaite de l'Allemagne et de la mort de millions de soldats allemands. Ce n'est qu'au début des années 20, principalement sous l'influence d'Alfred Rosenberg<sup>14</sup>, que Hitler fit le lien entre judaïsme et communisme. Cette connexion fut pour Hitler la révélation du danger formidable que constituait pour le monde la « juiverie internationale » :

---

<sup>13</sup> Qui est ou peut être présent en plusieurs endroits à la fois. Le terme recouvre ici le fantasme, largement répandu à l'époque, selon lequel les Juifs « étaient partout ».

<sup>14</sup> Alfred Rosenberg (1893-1946) fut l'un des principaux théoriciens du nazisme. Issu d'une famille allemande originaire de l'ancien empire russe, il dut s'exiler suite à la révolution soviétique de 1917. Cet épisode persuada cet antisémite du caractère profondément « juif » du communisme. Rosenberg fut condamné à mort par le Tribunal de Nuremberg et exécuté.

« Il est important de noter que les nazis ne considéraient pas le “problème juif” comme une question allemande, ou même européenne, mais comme un problème global de la plus haute gravité. Il s’agissait, en termes pseudo-religieux et messianiques, de délivrer des Juifs une humanité dont le sort futur dépendait de la “solution” du problème<sup>15</sup>.»

L’association de l’antisémitisme et de l’anticommunisme en un seul et même concept permit en outre à la propagande nazie de ratisser très large : la dénonciation du capitalisme financier « juif » trouvait souvent un écho favorable au sein des classes laborieuses, tandis que la condamnation du communisme rassurait les élites et la bourgeoisie conservatrices. Cette crainte du danger « judéo-bolchevique » sera également liée au troisième grand pilier de l’idéologie nazie : le *Lebensraum*.

### **La conquête d’un « espace vital » ou la théorie du *Lebensraum***

Les visées expansionnistes exprimées par l’idéologie nazie ont ceci de particulier qu’elles ne relèvent pas d’un colonialisme « classique ». Il faut entendre par là que les projets de conquête nazis ne se justifiaient absolument pas par le traditionnel argument d’un apport civilisationnel aux populations colonisées, mais par une vision du monde dans laquelle les races luttent entre elles pour survivre. Dans ce contexte, la race aryenne devait impérativement éliminer le danger qu’incarnaient la race juive et sa manifestation politique la plus prégnante : le communisme. Pour Hitler, la lutte contre le bolchevisme impliquait nécessairement que l’Allemagne nazie, à un moment ou à un autre, entre en conflit avec le géant russe. Ce dernier terrassé, les territoires conquis et épurés de ces éléments corrupteurs (les Juifs) devaient constituer l’« espace vital » (*Lebensraum*) nécessaire au développement de l’hégémonie du peuple allemand et de la race aryenne. Le combat contre le « judéo-bolchevisme » devait déboucher sur une domination allemande à l’échelle européenne.

Les élucubrations hitlériennes sur la nécessité d’un « espace vital » à l’est peuvent paraître totalement absurdes dans une perspective politique. Ce serait oublier que la « tentation de l’est » était un courant de pensée encore relativement répandu qui plongeait ses racines jusqu’au lointain Moyen-Âge allemand. En effet, dès le début du XIIIe siècle un mouvement de colonisation des terres situées à l’est du Saint Empire Germanique se réveilla : le *Drang nach osten* (« poussée vers l’est »). Depuis la conquête des pays baltes par les Chevaliers teutoniques au XIIIe siècle jusqu’à l’opération *Barbarossa*<sup>16</sup> en 1941, en passant par l’extension de l’empire des Habsbourg ou la vague d’émigration allemande vers la Russie de Catherine II au XVIIIe siècle, l’est de l’Europe fit souvent l’objet de la convoitise des différents pouvoirs germaniques. Seule l’Allemagne nazie donnera toutefois une connotation raciale, de type « nettoyage ethnique », à cette expansion vers l’est.

L’écho qu’une telle proposition pouvait susciter au sein du peuple allemand peut également s’expliquer par le fait que l’expansion vers l’est signifiait aussi la récupération des territoires perdus lors du Traité de Versailles et la réincorporation des populations allemandes séparées de la mère patrie. Cette approche fut du reste le prétexte pris par Hitler pour justifier l’annexion de l’Autriche, celle des Sudètes (région de la Tchécoslovaquie) et l’invasion de la Pologne.

---

<sup>15</sup> BAUER, Yehuda, *Repenser l’Holocauste*, Paris, Frontières, 2002, p.35.

<sup>16</sup> Opération *Barbarossa* : invasion de l’URSS par les troupes du IIIe Reich.

### III. Le parti nazi (NSDAP)

Comme nous venons de le voir, l'Allemagne des années 1920 évoluait dans un climat pour le moins tendu – pour ne pas dire explosif. Entre la rancœur issue de la défaite (« coup de poignard dans le dos »), les difficultés du temps présent (contexte économique et politique) et la crainte que suscitait l'avenir (peur du communisme), la jeune République de Weimar démarrait avec un lourd déficit symbolique, politique et économique. Ce contexte était bien entendu éminemment favorable aux formations et courants antidémocratiques qui voyaient dans les nouvelles institutions, au mieux, l'incarnation de la faiblesse de l'Allemagne, au pire, le fruit d'un complot « judéo-maçonnique ». Ces mouvements furent légion au début des années 1920. Tous plus ou moins d'extrême droite, ils appelaient de leurs vœux le rétablissement d'un Etat fort, plaidaient pour le retour à l'ordre et aux valeurs germaniques de l'empire et professaient un antisémitisme de bon aloi, teinté de relents *völkisch*. Il faut également souligner le combat du parti communiste allemand (KPD) qui, sur la directive du 6<sup>e</sup> congrès de l'Internationale communiste, mène une lutte contre la social-démocratie.

De cette profusion de mouvements réactionnaires qui pullulaient en Allemagne au lendemain de la Première Guerre mondiale, c'est le parti nazi (NSDAP) qui finit par émerger et cristalliser l'ensemble des rancœurs, des peurs et des espoirs d'une société allemande de plus en plus portée sur le nationalisme, la peur de l'avenir et l'animosité envers des institutions incapables de répondre aux besoins prioritaires de la population.

#### Histoire du NSDAP

Le NSDAP (parti national-socialiste des travailleurs allemands, en abrégé « nazi ») fut fondé en 1920 à Munich et succéda à l'éphémère DAP (Parti des travailleurs allemands) créé en 1919 par Anton Drexler. Envoyé par les renseignements militaires afin d'infiltrer ce petit mouvement, Hitler adhéra au DAP la même année et découvrit à cette occasion son potentiel d'orateur politique. Rapidement nommé au sein du comité du parti, ce fut sous son impulsion que le parti adopta son fameux « programme en vingt-cinq points », fut rebaptisé NSDAP et adopta son fameux drapeau à croix gammée. Après avoir écarté Drexler, Hitler prit la tête du parti en 1921. A partir de ce moment, le destin du NSDAP restera indissociable de celui de son chef. Hitler structura alors le parti nazi en un parti de masses : un nombre grandissant d'adhérents venaient grossir les rangs du parti, attirés semble-t-il par les harangues de son chef ; des sections furent créées en-dehors de Munich ; le parti se dota d'un périodique, le *Völkischer Beobachter* (« Observateur racial »), ainsi que d'une milice paramilitaire : les SA (« sections d'assaut »).

En novembre 1923, suivant l'exemple de la prise de pouvoir en Italie par les fascistes de Mussolini, Hitler et les nazis tentèrent de s'emparer du pouvoir en Bavière par la force. Cette tentative de coup d'Etat, connue sous le nom de « Putsch de la brasserie », fut un lamentable échec. Hitler et plusieurs dirigeants nazis furent condamnés à de la prison. Hitler utilisa néanmoins son procès comme une tribune de laquelle il se positionna pour la première fois comme la figure de proue incontournable du mouvement *völkisch* et se rendit célèbre auprès des sympathisants d'extrême droite bien au-delà de la seule Bavière.

Ainsi, par exemple, le jeune Goebbels, à la date du 20 mars 1924, décrivit-il dans son journal l'enthousiasme qu'il éprouva pour son futur maître :

*« Hitler est un idéaliste qui a de l'enthousiasme. Un homme qui apporte une foi nouvelle au peuple allemand. Je lis ses discours, qui m'exaltent et me portent jusqu'aux étoiles. Il y a un fil conducteur du cerveau au cœur. (...) Conscience nationale et sociale. Détachons-nous du matérialisme. Ferveur nouvelle, dévouement intégral à ce qu'il y a de grand, la patrie, l'Allemagne. Nous ne cessons de nous interroger sur la voie à emprunter. Mais, là, il y a une volonté. Cette volonté trouve déjà la voie<sup>17</sup>. »*

Condamné en mars 1924 à cinq ans d'emprisonnement, Hitler ne purgea que neuf mois à la prison de Landsberg avant d'être libéré sous condition en décembre 1924<sup>18</sup>. A sa sortie, il retrouva un parti disloqué, explosé en plusieurs mouvements concurrents. Sa première tâche fut de recomposer le mouvement autour de sa personne. En 1926, Hitler réussit à s'imposer définitivement à la tête du mouvement : les dissidences rentrèrent dans le rang, les vingt-cinq points du programme demeuraient la « bible idéologique » du parti qui se restructura progressivement sur l'ensemble du territoire allemand :

*« Peu à peu, l'organisation étend ses rets sur toute l'Allemagne : le pays est divisé en Gaue, chacun ayant à sa tête un Gauleiter. Des cadres surgissent. A côté de la structure étatique de Weimar, se met ainsi en place une structure parallèle, celle d'un parti qui se prépare à être l'Etat de demain. Il crée d'ailleurs pour toutes les couches de la population, des jeunes aux femmes, des médecins aux professeurs, des paysans aux avocats, des organisations "spécialisées"<sup>19</sup>. »*

Certes, les courants opposés et les rivalités de personnes restèrent le quotidien du parti « attrape-tout » qu'était le NSDAP, mais tous se retrouvaient en la soumission, sincère ou opportuniste, à leur chef : le *führer* Adolf Hitler, incarnation de l'idéologie nazie. « *Hitler est l'Idée, et l'Idée, c'est Hitler* », s'exclama Goebbels<sup>20</sup>.

La stabilité (relative) du parti acquise, Hitler pouvait se lancer dans la bataille politique. Cependant, le contexte avait évolué : l'Allemagne se redressait lentement, les institutions de la république de Weimar semblaient plus solides et l'activité économique plus ferme. Cet « âge d'or » de Weimar ne pouvait être favorable au NSDAP qui ne récolta que 2,6% aux élections législatives de mai 1928 et qui, avec douze sièges, en perdit deux par rapport au précédent scrutin de 1924. Malheureusement pour la république, cette embellie fut de courte durée : les répercussions du crash boursier de 1929 à New York avaient fini par atteindre l'Europe et frappèrent l'Allemagne d'autant plus durement que la reprise économique observée les années précédentes était fragile. La crise politique était de retour, avec son cortège d'incertitudes et une tentation renouvelée de régler le problème par le recours à un Etat fort et autoritaire, sans parler du réflexe consistant à trouver un bouc-émissaire responsable des problèmes du moment. Ce retour de la population à un état d'esprit pessimiste fut, on s'en doute, habilement exploité par les nazis qui, grâce à la réorganisation dont le parti avait fait l'objet et à sa propagande aussi brutale qu'efficace, constituaient le seul mouvement

---

<sup>17</sup> GOEBBELS, Joseph, *Journal 1923-1933*, Paris, Tallandier, 2006, p. 37 (20 mars 1924).

<sup>18</sup> Nous retrouvons ici un exemple de cette mansuétude des élites de Weimar à l'égard des mouvances et idées de la droite nationaliste : la peine de Hitler, déjà légère, se voit rapidement commuée en libération sous condition. A titre de comparaison, rappelons, qu'en 1919, à Munich également, la République des Conseils de Bavière, tentative putschiste des communistes pour transformer la Bavière en Etat socialiste, fut réprimée dans le sang par l'armée régulière et les corps francs.

<sup>19</sup> GALLO, Max, « Le nazisme, 9 novembre 1933 : le putsch de Munich » in GROSSER, Alfred (dir.), *op. cit.*, p.48.

<sup>20</sup> GOEBBELS, Joseph, *op. cit.*, p. 130 (7 août 1925).

solidement structuré de la mouvance *völkisch*. Les résultats ne se firent pas attendre et, aux élections de septembre 1930, le NSDAP fit un bond en avant en récoltant 18,3% des voix, soit 107 représentants au *Reichstag*.

A partir de cet instant, la machine était lancée : l'ascension électorale du NSDAP devint vertigineuse, jusqu'à devenir la première formation politique du pays, avec plus de 30% des suffrages. En janvier 1933, à l'instigation des partis conservateurs au pouvoir, Hitler fut nommé Chancelier et chargé de former un gouvernement. L'accès du leader nazi au poste de chef du gouvernement marqua la première étape d'un processus qui, en quelques mois seulement, l'amena au pouvoir absolu. L'Allemagne s'apprêtait à entrer dans une spirale infernale qui ne s'acheva qu'avec les ruines laissées par la Seconde Guerre mondiale.

## Conclusion

L'objectif des quelques pages qui précèdent était d'esquisser une courte « généalogie » de l'Allemagne nazie. Il est évident que l'on n'y trouvera pas un inventaire exhaustif des « facteurs déclencheurs » de la montée du nazisme en Allemagne mais seulement quelques pistes de réflexion qui, toutes, mériteraient certainement que l'on y consacre bien plus que quelques lignes. Toutefois, au terme de ce bref survol du cheminement du parti nazi et du contexte dans lequel celui-ci fut possible, que pouvons-nous conclure ? L'arrivée au pouvoir des nazis en Allemagne fut-elle le fruit de la fatalité, était-elle inévitable ? Doit-on considérer le III<sup>e</sup> Reich comme un dérapage de l'Histoire, comme une parenthèse meurtrière, douloureuse mais définitivement fermée ? Aucune de ces propositions ne nous semble acceptable.

Tout d'abord, l'existence même du nazisme s'inscrit dans un contexte bien plus large, à une époque où l'Europe en particulier vit dans la tentation de l'autoritarisme comme modèle politique. Le nazisme ne fait pas figure d'exception dans un paysage politique européen parsemé de mouvements qui, au-delà de leurs caractéristiques propres, prônaient l'autorité arbitraire comme mode de fonctionnement. Tous n'accédèrent pas au pouvoir mais chacun d'eux n'eut de cesse de jeter le discrédit sur les institutions et les valeurs démocratiques, en bénéficiant parfois d'un soutien populaire plus ou moins prononcé.

Il n'y a aucune fatalité dans l'arrivée au pouvoir d'Hitler. Celle-ci fut rendue possible par la conjonction de différents éléments qui relèvent tantôt du contexte dans lequel les événements se déroulèrent, tantôt de la capacité du parti nazi à se hisser aux commandes de l'Etat. Par exemple, il ne faut pas oublier que, en janvier 1933, ce sont des partis traditionnels, conservateurs et catholiques, qui proposèrent à Hitler le poste de Chancelier à un moment où le NSDAP connaissait pourtant un fléchissement électoral<sup>21</sup>. De même, il n'y avait que deux ministres nazis au sein du gouvernement qui, de janvier à mars 1933, prépara les conditions du futur pouvoir absolu du *Führer*. S'il est vrai que la personnalité d'Adolf Hitler constitua un élément déterminant dans le succès populaire du NSDAP, il est tout aussi véridique que ni son charisme, ni ses talents oratoires, ni son prétendu génie politique n'auraient acquis une telle dimension si la situation de l'Allemagne de l'époque avait été différente. En outre, son accession au pouvoir en 1933 devait plus aux erreurs et aux mauvaises décisions de ses adversaires qu'à la qualité de sa stratégie.

L'Histoire ne se répète pas. Il est donc très peu probable que nous assistions un jour au retour d'un pouvoir identique, sur le fond et sur la forme, à celui du III<sup>e</sup> Reich. Par contre, s'il est entendu que le nazisme constitue un événement singulier du XX<sup>e</sup> siècle, il ne peut non plus être réduit à un « accident de parcours » dans la marche du monde. Les leçons de l'Histoire restent à étudier ; en particulier dans le processus qui amena la désintégration progressive de la démocratie, des droits et des libertés. Bien au-delà des Juifs, des Tziganes, des Polonais, des résistants ou de quelque autre groupe spécifiquement visé par la haine de l'Etat national-socialiste, les victimes du nazisme furent les citoyens démocrates dans leur ensemble. La question est donc politique et les leçons du passé doivent surtout nous amener à une analyse critique du présent, c'est-à-dire de notre société, ces rouages, son fonctionnement. Cette analyse critique ne pourra donc faire l'économie d'une mise en lumière des contradictions pouvant survenir dans certains discours qui, tout en dénonçant les atrocités commises par

---

<sup>21</sup> De juillet à novembre 1932, les nazis passent de 37,4 à 33,1% des voix, perdant de la sorte 34 députés au *Reichstag*.

l'Etat nazi, n'en restent pas moins muets quant à la violence latente, propre aux sociétés contemporaines, et qui restent peu enclins à faire le lien entre l'un et l'autre de ces facteurs. Car, comme l'affirme Georges Bensoussan :

*« Une leçon de morale dégradée en moralisme laisse dans l'ombre le milieu dans lequel a germé la programmation de l'exclusion criminelle. Comme un enseignement qui ne questionne pas notre présent est voué à devenir une sorte de catéchisme antifasciste pour bien-pensants. L'exposé des crimes nazis ne fait pas à lui seul une leçon d'Histoire s'il lui manque l'archéologie intellectuelle et politique sans laquelle nous pensons ce passé comme un fait révolu. Il faut montrer la marge étroite qui dans nos sociétés sépare la quotidienneté, la normalité et le crime. Et montrer également comment des sociétés désenchantées, qui placent au plus haut des valeurs la production et l'efficacité, ravalent de fait l'individu au rang de moyen<sup>22</sup>. »*

---

<sup>22</sup> BENSOUSSAN, Georges, *Auschwitz en héritage. D'un bon usage de la mémoire : nouvelle édition revue et augmentée*, Paris, Mille et Une Nuits, 2003, p. 174.

## Bibliographie

- ALY, Götz, *Comment Hitler a acheté les Allemands*, Paris, Flammarion, 2005.
- ANGEL, Pierre, *Hitler et les Allemands*, Paris, Editions Sociales, 1982.
- BAUER, Yehuda, *Repenser l'Holocauste*, Paris, Frontières, 2002.
- BENSOUSSAN, Georges, *Auschwitz en héritage. D'un bon usage de la mémoire : nouvelle édition revue et augmentée*, Paris, Mille et Une Nuits, 2003.
- BOVY, Daniel, *Dictionnaire de la barbarie nazie et de la Shoah*, Bruxelles/Liège, Editions Luc Pire/Les Territoires de la Mémoire, coll. « Voix de la Mémoire », 2007.
- FERRO, Marc (dir.), *Nazisme et communisme. Deux régimes dans le siècle*, Paris, Hachette, 1999.
- GOEBBELS, Joseph, *Journal 1923-1933*, Paris, Tallandier, 2006.
- GROSSER, Alfred (sous la direction de), *Dix leçons sur le nazisme*, Bruxelles, Complexe, 1984.
- KERSHAW, Ian, *Hitler. Essai sur le charisme en politique*, Paris, Gallimard, coll. « NRF Essais », 1995.
- KERSHAW, Ian, *Le mythe Hitler. Image et réalité sous le IIIe Reich*, Paris, Flammarion, 2006.
- KERSHAW, Ian, *Qu'est-ce que le nazisme ? Problèmes et perspectives d'interprétation*, Paris, Gallimard, coll. « Folio/Histoire », 1993.
- MOMMSEN, Hans, *Le national-socialisme et la société allemande. Dix essais d'histoire sociale et politique*, Paris, Maison des sciences de l'homme, 1997.
- MOSSE, George L., *Les racines intellectuelles du IIIe Reich. La crise de l'idéologie allemande*, Calmann-Lévy / Mémorial de la Shoah, 2006.



## **Table des matières**

Introduction :	p.2
I. L'Allemagne après 1918 :	p.3
II. L'idéologie nazie :	p.8
III. Le parti nazi (NSDAP) :	p.11
Conclusion :	p.14
Bibliographie :	p.16